

Les temps du social

Bulletin de l'APREHTS

Regard sur une année d'activité

L'année écoulée a été riche en événements pour notre association. En premier lieu elle a été marquée par la mise en place d'un site Web, grâce à l'aide de Christine Labeur, destiné à diffuser auprès d'un large public les résultats de nos travaux sur l'histoire du travail social. Notre revue « Les Temps du social » propose, à un lectorat élargi grâce à internet, des interviews, des travaux originaux, des bibliographies, des comptes rendus et des annonces concernant le travail social. Nous allons poursuivre cette activité et continuer à défendre la nécessité de mener à bien des travaux d'histoire du travail social car cette histoire est la clef de la compréhension du présent en donnant à connaître et à comprendre les processus institutionnels, sociétaux et idéologiques qui sous-tendent les situations sociales actuelles. Cette déconstruction du présent est indispensable pour espérer le transformer. Sans histoire et sans compréhension des processus diachroniques il n'est point de reformes.

Notre rapport d'activité indique que les chantiers de la recherche en travail social sont toujours aussi nombreux et variés. Ils concernent aussi bien des institutions comme les Centres Sociaux, que des actions ponctuelles menées par des travailleurs sociaux ou des biographies de personnalité qui ont marqué l'histoire du travail social. A côté de ces travaux de recherche menés à partir d'archives et d'entretiens avec les acteurs concernés, les membres de l'APREHTS participent activement à de nombreux colloques ou manifestations au niveau local et national sur des thématiques plus générales. L'activité éditoriale est toujours aussi fournie, outre la publication de la revue, des articles, des chapitres d'ouvrage sont disponibles dans des revues ou des livres. Par ailleurs nous allons concrétiser dans les mois à venir notre projet de publier un ouvrage sur les pratiques du travail social. Cette réalisation est le point d'aboutissement de plusieurs années de travail collectif, elle contient des contributions originales de personnalités et de chercheurs qui font autorité dans le domaine du travail social.

Comme chaque année nous renouvelons notre souhait d'avoir des contacts avec nos lecteurs et en particulier des étudiants, afin d'élargir notre association pour faire face aux multiples travaux de recherche qui restent à conduire. L'histoire du travail social demeure d'actualité, elle est le signe de la vitalité des recherches dans ce secteur, parfois négligé ou méconnu et pourtant si riche et si révélateur sur le fonctionnement de notre société.

Paul ALLARD Président de l'APREHTS

Service social de polyvalence de secteur et professionnalisation de l'action social

L'intervention sociale en polyvalence de secteur a toujours connue de multiples évolutions. La polyvalence de secteur est une organisation particulière d'un service social, la plupart du temps celui d'un conseil général. Ce modèle perdure mais est confronté aux mutations de notre société et à de nouveaux enjeux politiques, économiques et sociaux. Ces transformations, dans des contextes particuliers de réorganisation de l'action sociale, marquent l'évolution de la profession d'Assistant de Service Social. En effet, le service social de polyvalence de secteur apparaît comme étant un facteur contribuant à la professionnalisation des Assistants Sociaux¹, puisqu'il a permis une organisation de ce métier à partir de la notion de territoire, structurant ainsi le champ de l'intervention sociale. Le métier sera plus tard renforcé par un cadre juridique de la question sociale, soutenu par l'action publique, au travers de circulaires, décrets et instructions définissant la polyvalence de secteur et l'intervention des Assistants Sociaux.

Deux personnages ont contribué largement à cette structuration de la profession. Il s'agit de l'Abbé Viollet et d'Henri Sellier, car il semble que c'est bien à partir des œuvres du Moulin vert² et du « quadrillage social »³ que s'est constituée l'idée d'une intervention sociale polyvalente de secteur, à partir des deux idées essentielles que sont l'aide éducative à la famille et une action territorialisée, inscrites sur un périmètre donné. On va assister en parallèle à un développement d'œuvres sociales au début du XX^e siècle issues d'un courant hygiéniste et féminin avec Sellier (qui aura pour souci de contribuer à la professionnalisation du travail social et d'inscrire l'aide sociale dans la loi), et d'un courant plus éducatif avec l'Abbé Viollet. Cela donnera la polyvalence de secteur que nous connaissons aujourd'hui, avec son approche médico-sociale (même si elle l'est un peu moins depuis quelques années)

On peut situer les premiers balbutiements de ce que nous appellerions aujourd'hui la territorialisation de l'action sociale dès 1896, avec l'ouverture du premier settlement français,

¹ Teychené Y, *Les politiques d'insertion : facteur de mutation des pratiques professionnelles des Assistants Sociaux de polyvalence de secteur*, Master de recherche en travail social, Chaire de travail social, CNAM, Paris 2006.

² Perrot G., Fournier O., Salomon G.M, *L'intervention clinique en service social. Les savoirs fondateurs (1920-1965)*, éd. ENSP, coll. Politiques et interventions sociales, 2006, p.87 à 94

³ Guerrand R.H, Moissinac C., *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*, éd. La Découverte, coll. Textes à l'appui, Paris, 2005, p. 104

qui marquera le travail social par la proximité géographique entre l'aidant et l'aidé, et la présence permanente des aidants auprès des aidés⁴.

Puis ce mode d'intervention va se développer pendant l'entre-deux-guerres, alors que la question sociale est intimement liée à celle des maladies contagieuses. Les conditions de travail, d'hygiène et de logement sont telles que les maladies contagieuses constituent un véritable fléau social. Les prises en charge et organisations autour de la santé et la prévention donneront naissance aux premiers dispensaires, autour desquels va commencer à se créer une dynamique territoriale. Le premier dispensaire anti-tuberculeux ouvre à Lille en 1905 sous l'impulsion de Calmette qui met en place les visites à domicile⁵.

L'Abbé Viollet (1875/1956) va apporter une dimension sociale et éducative à l'intervention de celle qui deviendra l'assistante sociale. En 1906, lorsqu'il décide de se consacrer aux œuvres d'assistance et d'organisations familiales, il constate que les œuvres d'un même arrondissement agissent chacune pour leur compte sans le moindre lien avec les autres œuvres⁶. Ce dont il en résulte des inconvénients : dispersion des efforts, multiplication des visites à domicile, contradiction des méthodes utilisées. Pendant près d'une année il va travailler avec le représentant de chaque œuvre, afin d'apprendre à se connaître et travailler ensemble ; ceci va aboutir à la création de ce que nous appellerions aujourd'hui le dossier social, et la mise en place d'outils d'évaluation communs. De cette collaboration va naître l'union des œuvres du 14^e arrondissement.

On peut désigner Henri Sellier (Maire socialiste de Suresnes de 1919 à 1941) comme étant « le père » de la polyvalence de secteur, car c'est le premier qui «sectorise» l'intervention des Assistantes Sociales en découpant sa ville par quartiers, créant ainsi la polyvalence de secteur. Plus largement, il légitime et donne un cadre légal à l'intervention d'aide à domicile par une reconnaissance législative du travail social et de la profession⁷. En effet, suite à sa première élection en 1919, il met en place un service de visiteuses de la première enfance, qui, par leur implantation dans les écoles, seront à l'origine de l'encadrement sanitaire social impulsé par la municipalité : dans le cadre scolaire, elles secondent les médecins scolaires sur le plan médical et hygiéniste, mais leur action s'étend

⁴ Protto B., *Polyvalence ou territorialité : une question d'organisation pour les assistants sociaux*, mémoire de DEA en travail social, Chaire de travail social, CNAM, Paris, oct. 2004, p. 15.

⁵ Guerand R H., Rupp M.A, *Brève histoire du service social*, éd. Privat, Paris, 1976, p. 41

⁶ Gardet M., *Jean Viollet et l'apostolat laïc*, éd. Beauchesne, Paris 2005, p. 59 à 66.

⁷ Flamant J.P., *Loger le peuple, essai sur l'histoire du logement social*, la Découverte, 1989.

aussi auprès des familles du quartier. Inspirées de cette expérience, des permanences d'entraide sociale s'ouvrent dans les mairies parisiennes dès 1920 avec l'emploi de travailleuses médico-sociales pour les assurer.

A la fin des années 20, il existe déjà plusieurs intervenants sociaux : la visiteuse sociale, l'infirmière visiteuse, l'Assistante Sociale d'hôpital, la surintendante d'usine. Toutes sont issues de secteurs d'intervention différents, et se situent rapidement dans une logique professionnelle en recherchant une reconnaissance officielle.

Sellier « *remet en question la conception du service social, et la difficulté de différencier les interventions des infirmières visiteuses et celles des Assistantes Sociales. Il prône une action polyvalente permettant de coordonner les actions médicales et sociales au sein des familles* »⁸.

Cela l'amène, par décret du 18 février 1938, à créer un nouveau diplôme d'Etat qui fera fusionner la formation des infirmières visiteuses et celles des assistantes du service social en une formule unique : l'Assistante Sociale⁹. Ce diplôme unique va instaurer la polyvalence, par des actions sociales et médicales coordonnées.

Sa conception du service social polyvalent s'étend à toute la France et dessine les traits caractéristiques des premiers services sociaux polyvalents de secteur, encore dominants actuellement¹⁰ :

- Une structure de base locale, ici le centre de santé, qui concentre les différents services (privés ou publics) et organise leur coordination dans un seul bâtiment ;
- Cette structure matérialise localement le Ministère des affaires sociales ;
- L'action sociale est « extériorisée par un travailleur social unique travaillant par secteur de 2500 à 5000 habitants » ;
- Un travail en équipes pluridisciplinaires qui s'appuient sur des « visiteuses multivalentes » et des « monitrices spécialisées ».

⁸ De Robertis C. et Pascal H., « Evolution de la formation des assistantes sociales », *La revue Française de service social*, 2^e et 3^e trimestre 1994, ANAS, p. 107 à 122.

⁹ Bouquet B., Jovelin E., *Histoire des métiers du social en France*, éd. ASH, Paris, 2005, p. 34

¹⁰ Protto B., *ibid.*, page 21

Avec Sellier et le courant hygiéniste apparaît un service social polyvalent axé sur les soins et la prévention, mais c'est l'Abbé Viollet qui apportera une dimension réellement sociale et éducative à l'intervention de l'Assistante Sociale de secteur.

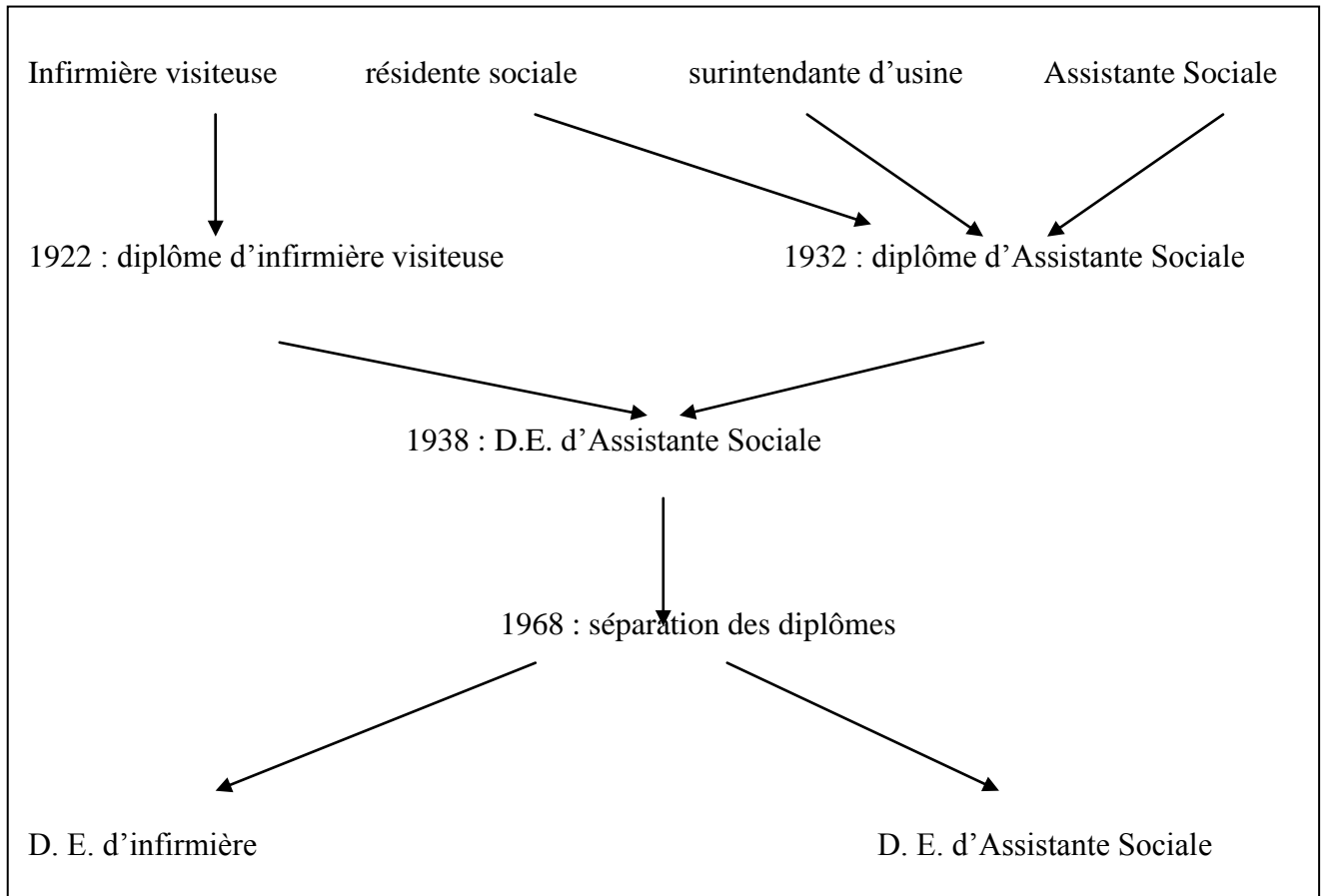


Tableau récapitulatif de l'évolution des titres professionnels d'assistantes sociales¹¹

Les ordonnances de 1945 mettent en place l'organisation de la protection maternelle et infantile ainsi que le système de sécurité sociale, en déterminant par-là même le contenu de l'activité de plus en plus diversifiée des Assistantes Sociales : « *celles-ci se voient charger de la surveillance à domicile des femmes enceintes et des nourrissons ; de la protection sanitaire et sociale, des enfants d'âge pré-scolaire et scolaire, de l'organisation des dispensaires anti-tuberculeux ; de la lutte contre les maladies vénériennes ; de la prévention des drames familiaux dus à l'alcoolisme ; de l'organisation des familles en matière de droits sociaux ; de*

¹¹ Tableau réalisé à partir de celui que l'on trouve dans l'ouvrage de Bouquet .B. et Garcette C., *Assistante Sociale aujourd'hui*, éd. Maloine, coll. Professions de santé, Paris, 2002, p.33

l'aide aux indigents, aux infirmes et aux enfants en danger ... »¹². C'est à partir de ce moment là que la polyvalence de secteur va véritablement être confortée juridiquement¹³. D'autant que la loi du 8 avril 1946 donne à la profession son visage actuel, en reconnaissant la protection du titre d'Assistant Social, en affirmant le secret professionnel et les emplois réservés. Cette loi fait du service social une profession réglementée¹⁴.

La circulaire du 06/01/1947 du Ministre de la santé publique crée l'office départemental d'hygiène sociale¹⁵. Cet office fait partie intégrante de la direction départementale de la santé, et a pour agents d'exécution des Assistantes Sociales diplômées d'Etat. L'organisation de ce service repose sur deux grands principes : la répartition du travail par secteurs géographiques et le système de la polyvalence. L'Assistante Sociale concourt « au fonctionnement des dispensaires d'hygiène sociale, des consultations prénatales et de nourrissons, assure des permanences et visite à domicile auprès de toutes les familles qui ont besoin de son intervention. Son rôle est à la fois d'ordre médico-social et familial ».

Affirmant ainsi l'intervention sociale de polyvalence de secteur, la loi du 04/08/1950 relative à la liaison et la coordination des services sociaux définit l'action du service social polyvalent en la différenciant des services sociaux spécialisés : « ... *tout service qui assume un ensemble d'activités sociales, médico-sociales, ou sociales et médico-sociales, en dehors des tâches exercées par les services sociaux spécialisés. Les services polyvalents exercent leurs activités soit au profit de l'ensemble des bénéficiaires, dans un secteur géographique donné, soit au profit d'une catégorie de bénéficiaires* »¹⁶.

Cette loi distingue ainsi la polyvalence de secteur de la polyvalence de catégorie par la qualité des bénéficiaires qui en sont les destinataires, à savoir qu'ils sont tous soit habitants d'un secteur, soit relevant d'un régime particulier de protection sociale.

La définition de la polyvalence de secteur, comme elle est définie dans cette loi de 1950, est pauvre en terme de contenu, et donne naissance à une interprétation abusive et dévalorisée des Assistants Sociaux polyvalents : tâches administratives et de secrétariat,

¹² Guerrand R.H, Rupp M.A in Valls-Lacroix M.N, *Praticiens du secteur sanitaire et social, qui êtes-vous ?*, Les Editions. Ouvrières, coll. Portes ouvertes, Paris, 1989, p. 19.

¹³ Catal A., « Quel avenir pour la polyvalence de secteur », publication sur Internet n°708 de la revue *lien social* du 6 mai 2004, www.lien-social.com.

¹⁴ Bouquet B., Garcette C., *Assistante sociale aujourd'hui*. éd Maloine, coll. Professions de santé, Paris, 2002, p. 133.

¹⁵ Fritsch Y., *Le service social polyvalent*, ANAS, coll. Droit social, fascicule XXXIV, février 1949, p. 15/16.

¹⁶ Braquehais C., « La réforme du service social des directions départementales de l'action sanitaire et sociale », *La revue française de service social*, 2° et 3° trimestre 1994, ANAS, p. 21 à 30.

enquêtes peu compatibles avec la profession ou limitées aux seules ressources des usagers, tâches médicales, convoyage d'enfants ou de malades¹⁷. Le service social de polyvalence y est défini comme exerçant, à l'intérieur d'une aire géographique déterminée et pour l'ensemble de la population, toutes les activités que n'assurent pas les services sociaux spécialisés.

Le décret du 07/01/1959¹⁸ institue dans chaque département un comité de liaison et de coordination des services sociaux, jouissant de la capacité juridique et ayant pour mission d'établir un règlement départemental de coordination qui répartit les tâches entre les différents services sociaux selon leur vocation, leurs possibilités réelles et la densité de la population. Il devient nécessaire de définir les tâches et limites d'intervention entre les différents services, et en particulier entre le service social polyvalent et les services spécialisés. Ce décret impose le recensement de tous les services sociaux. Ce comité fonctionnera jusqu'au 1 juillet 2008, date à laquelle il n'y aura plus de coordination instituée entre les services sociaux.¹⁹

Cette même année, la circulaire du 22/10/1959 définit la polyvalence comme étant un service qui « met à la disposition des usagers, des Assistantes Sociales capables d'avoir une vue d'ensemble de leurs problèmes sanitaires, sociaux, économiques, psychologiques et de les aider à mettre en œuvre les moyens d'y apporter remède avec le concours éventuellement des services spécialisés »²⁰.

Une première décentralisation de l'action sociale permet la création des DRASS par décret du 30/07/1964 qui réorganise les services extérieurs du Ministère de la santé publique et de la sécurité sociale. Cette décentralisation des services place les DDASS sous l'autorité des préfets, ce qui a pour conséquence la mise en place d'un service social départemental unique dans chaque département. Il s'agit « *d'équiper le département en Assistantes Sociales et polyvalentes de secteur* »²¹, de couvrir les départements en Assistantes Sociales polyvalentes et de les implanter territorialement. La polyvalence devient alors le pivot d'un travail d'équipe pluridisciplinaire rassemblant les travailleurs sociaux intervenant auprès des mêmes familles (assistants sociaux, travailleuses familiales, puéricultrices, éducateurs, ...). « *L'esprit de cette première réforme est donc de mettre en place une collaboration finalisée et*

¹⁷ Protto B., *ibid.*, p 32

¹⁸ Décret n°59-146 du 7 janvier 1959

¹⁹ Décret n°2007-1436 du 4 octobre 2007

²⁰ Protto B., *Ibid.*, p.31

²¹ Braquehais C., *idem.*

un esprit d'équipe au sein des services sociaux départementaux »²². L'instruction du 26/03/1965 et celle de décembre 1966 viennent en complément et précision de ce décret. La première revient sur la définition précédente (« ensemble de tâches sociales et médico-sociales qui ne requièrent pas l'intervention d'un service spécialisé ») en redéfinissant les tâches de l'Assistante Sociale polyvalente :

- *Les tâches médico-sociales et sociales* : « la protection médico-sociale et sociale de la maternité, de l'enfance et de l'adolescence normale en danger », « la protection médico-sociale et sociale contre les maladies à retentissement social », « une part importante du service social dit « familial », qui consiste à la mise à « la disposition des familles pour les aider à faire face à l'ensemble des problèmes sanitaires et sociaux, économiques, psychologiques, de tous les membres, concurremment avec les services sociaux spécialisés (MSA, CAF, SNCF, ...) ».
- *Les tâches de formation.*
- *Les tâches « diverses et imprévues »*, qui sont celles qui « naissent de situations d'urgence », « le service social des personnes âgées », « de nombreux économiquement faibles », « familles marginales », ...

En effet, la précédente définition, « trop large et trop vague », avait pour effet « la multiplication de « polyvalences » à contenus variables ou l'accumulation sous cette rubrique de tâches les plus diverses, n'ayant parfois qu'un rapport lointain avec un véritable service social, et entraînant une surcharge de travail pour les Assistantes Sociales et un service incomplet pour les usagers ». Ici est alors défini la « vraie » polyvalence : celle qui « tend à mettre à la disposition des usagers des assistantes capables d'avoir une vue d'ensemble de leurs problèmes sanitaires, sociaux, économiques, psychologiques, et de les aider à mettre en œuvre les moyens d'y porter remède, avec le concours, le cas échéant, des services spécialisés pour des situations particulières. L'assistante polyvalente que l'on appelle souvent « assistante familiale » s'occupe en principe des divers membres d'une même famille. Elle évite les interventions multiples, protège l'intimité des familles.

²² Protto B., *ibid.*, p 31

Cette instruction inscrit l'intervention de l'Assistante Sociale sur un secteur géographique donné, à disposition de tous les usagers ne relevant pas d'un service social spécialisé.

Il est précisé que le service social départemental doit pouvoir répondre aux besoins nouveaux. L'accent est mis sur les actions à conduire pour résoudre les problèmes mais aussi sur la notion de prévention et dépistage.

Cette directive revient sur la permanence sociale et la nécessité de coordonner les interventions. Elle rappelle aussi les moyens mis en place par la circulaire du 26/01/62, notamment les moyens humains, en faisant appel et positionnant en complémentarité du travail de l'Assistante Sociale des personnels nouveaux (infirmières, secrétaires, puéricultrices, travailleuses familiales, ...), ce qui demande une « *certaine redistribution des tâches et suppose que soit bien établie la distribution entre les tâches qui nécessitent l'intervention propre de l'assistant ou doivent être exercées sous son contrôle et celles qui peuvent être transférées à d'autres travailleurs sociaux ou paramédicaux* ».

Par ailleurs, cette instruction s'efforce de définir des moyens concrets pour promouvoir la polyvalence par des moyens matériels, par une complémentarité entre service social polyvalent et service social spécialisé, et en garantissant le secret professionnel et un encadrement technique.

En 1963 et 1965, deux circulaires précisent le rôle de la permanence sociale départementale, confiée au service social, comme étant un « *lieu d'accueil et d'orientation auquel puisse s'adresser toute personne en difficultés. Celle-ci doit y trouver soit la réponse directe à la question posée si elle ne nécessite pas la compétence d'un spécialiste, soit l'indication du service ou de l'organisme susceptible d'apporter le renseignement ou l'aide requise. Elle doit sur le plan humain simplement apporter à des personnes en difficultés ou qui souffrent, l'appui immédiat ou l'indication des moyens susceptibles de les aider à parvenir à la solution de leurs problèmes ; à cet effet, son existence doit être largement portée à la connaissance de la population. Sa décentralisation pourrait même être envisagée dans certains bureaux d'aide sociale par exemple, qui joueraient le rôle d'antennes de la permanence sociale départementale*²³ ». Ces permanences vont constituer l'essence de la polyvalence de secteur, en s'attachant à garantir, par un service de proximité, un accueil et une aide pour tous, et une réponse ou orientation rapide à un problème donné.

²³ Protto B., *ibid.*, p. 33

La circulaire du 12 décembre 1966 définit l'organisation du service social départemental en divisant le département en secteurs (3500 à 5000 habitants maximum), regroupés à l'intérieur de circonscription (50000 à 70000 habitants), lieux d'habitation et de mise en cohérence de l'ensemble des interventions sociales du territoire. La polyvalence de secteur va donc s'exercer au profit de l'ensemble des bénéficiaires d'un secteur géographique donné. Cette organisation a pour but d'assurer un travail approfondi et cohérent auprès de la population dans une perspective de prévention sanitaire et sociale. La PMI (Protection Maternelle et Infantile) devient l'instrument le plus efficace de la prévention précoce, et ce quelque soit le niveau socio-économique de la population. *« Les termes de polyvalence, pluridisciplinarité, territoire prennent de l'importance, en particulier avec la création des circonscriptions d'action sociale en 1966. Les assistants sociaux polyvalents de secteur dépendent d'une hiérarchie administrative, et ont de moins en moins d'autonomie dans leur action. Ils ont en charge des secteurs géographiques d'intervention, sur lesquels agissent par ailleurs de nombreux bénévoles et autres professionnels de l'action sociale »*²⁴.

Avec la loi de 1981 sur la décentralisation, les départements se voient confier l'essentiel de l'action sociale jusque-là assurée par les DDASS. C'est la naissance de la fonction publique territoriale. La polyvalence reste toujours au centre de l'action sociale des départements qui ont désormais la liberté de concevoir et mener leur propre organisation territoriale ; elle s'articule essentiellement autour de deux axes : un travail de polyvalence traditionnel à partir d'un territoire donné, ou un travail par mission ou objectif à partir du développement social. Les conseils généraux deviennent payeurs et décideurs de l'action sociale, où chacun définit sa propre politique locale et ses propres priorités. Les services sociaux, placés sous leur autorité, ont la charge de mettre en application ces dispositions.

La polyvalence de secteur et plus largement le cadre législatif qui a défini le contour de l'intervention sociale ont contribué à la professionnalisation du métier d'Assistant de Service Social²⁵. On retrouve au cours de ces années de « croissance » du service social ce qui, selon F. Aballéa, permet à un groupe professionnel de se constituer, et pour lequel le paradigme de la profession serait une formation reconnue, un diplôme validé, un statut garanti (droit/devoir, éthique/déontologie), un titre protégé, et enfin un emploi réservé.

²⁴ Bouquet B., Garcette C., *ibid.*, p. 41/42

²⁵ Aballéa F., « La dynamique des groupes professionnels dans le domaine du social », Séminaire 3 *Transformations sociales, modernité et travail social*, intervention du 17/12/05, Master de recherche en travail social, Chaire de travail social, CNAM, Paris.

On peut alors repérer ce paradigme au cours de quatre grandes périodes dans ce mouvement de professionnalisation des Assistants Sociaux²⁶ :

- Une première période qui va de la fin du XIX^e jusqu'en 1945/50, avec une date marquante qui est la création du brevet de capacité professionnelle en 1932, qui sera remplacé en 1938 par le Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social. C'est la période où peu à peu la charité laisse place à l'assistance, où l'on revendique la nécessité d'une formation solide pour développer l'action sociale, où se pose déjà le débat de la prévention (courant hygiéniste) articulée à l'éducatif (action sociale globale). A la libération de 1945 la France a pour préoccupation la mise en place de nouveaux systèmes de protection sociale. La profession s'organise, l'ANAS (Association Nationale des Assistantes Sociales) est créée à Paris le 9 décembre 1944²⁷.
- Les années 50/60 avec l'apparition et le triomphe des méthodes. La formation (et de fait la profession) se transforme lentement, glissant doucement d'une emprise médicale vers une préoccupation plus psychologique. C'est l'introduction ou la « redécouverte » des méthodes (case-work, service social avec les groupes, travail communautaire), l'aide psychosociale individualisée va peu à peu dominer le service social, jusqu'à être enseignée dans les écoles de service social. En 1968, à la suite d'un mouvement de contestation des Assistantes Sociales, leurs revendications seront prises en compte, et conduiront à la séparation du diplôme.
- Les années 1970/80 qui resteront celles de la croissance et des interrogations, autour du débat sur le travail social²⁸ comme agent de contrôle social. En parallèle les travailleurs sociaux ont la possibilité d'accéder à une formation supérieure, avec la création, en 1978, du Diplôme Supérieur en Travail Social. C'est à cette période que se pose la question de la méthodologie, on parle d'approche « globale » avec la

²⁶ De Robertis C., Pascal H., « Evolution de la formation des assistants sociaux », *Revue Française du service social*, n° 173/174, 2° et 3° trimestre 1994, p. 107 à 122

²⁷ Valls-Lacroix M.N., *Praticiens du secteur sanitaire et social, qui êtes-vous ?*, Les Editions. Ouvrières, coll. Portes Ouvertes, Paris 1989, p. 15 à 35.

²⁸ Voir la revue *Esprit* de 1972 *A quoi sert le travail social*

systemie, et peu à peu se construit la méthodologie d'intervention en travail social.

- A partir des années 1980, les professionnels vivent une situation de crise, de mutations profondes alors qu'en parallèle s'ouvre à eux le champ de la recherche. La réforme du D.E en 2004 vient les rassurer, en redéfinissant la profession et son contexte d'intervention, en posant la nécessité d'une profession qualifiée et réglementée, agissant par une approche globale. L'épreuve nouvelle au diplôme de « connaissance des politiques sociales » met en évidence l'implication du politique dans le champ du social. Depuis les années 1980, les politiques d'insertion sont de plus en plus présentes, incontournables dans l'action sociale, modifiant par là même le type d'intervention sociale.

L'idée selon laquelle la polyvalence de secteur trouve ses origines du côté de l'Abbé Viollet (pour l'aspect éducatif et familial) et de Sellier (pour l'aspect sanitaire et territorial) serait donc dépassée... caduque du fait d'un abandon de la prévention et du sanitaire, du fait d'une surcharge de travail, mais aussi désuète du fait aussi d'une perte de sens de la notion de « polyvalence », de « secteur », puisqu'aujourd'hui les professionnels se posent la question d'une spécialisation (avec des interventions par « thématiques »), voire d'une « désectorisation »²⁹, avec un désengagement dans la prise en charge de l'aspect éducatif et familial³⁰. Les pratiques bureaucratiques et administratives les éloignent du terrain : ce sont désormais les bénéficiaires qui se présentent à l'aide sociale, et plus l'inverse³¹.

Yolande TECHEYNE

Assistante sociale, formatrice à l'IRTS PACA et Corse

Références bibliographiques :

Ouvrages

- Bouquet B., Garcin C., *Assistante sociale aujourd'hui*, éd. Maloine, 1998
- Chauvière M., *Le travail social dans l'action publique*, éd. Dunod, Paris 2004

²⁹ *L'intervention sociale, un travail de proximité, Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, Rapport annuel 2005, IGAS, Paris 2006*

³⁰ Teychené Y, *Ibid.*

³¹ Delaunay B. "Evolution d'un savoir de référence en service social : la psychologie", www.iut.univ-lille3.fr/gracc/tableronde4, s.d.

- De Gourlet A., *50 ans de service social*, éd. ESF, Roanne, 1947
- De Robertis C., Pascal H., *L'intervention collective en travail social*, éd. Centurion, Paris, 1987
- Flamant J.P., *Loger le peuple, essai sur l'histoire du logement*, éd. La découverte, 1989
- Gardet M., *Jean Viollet et l'apostolat laïc*, éd. Beauchesne, Paris 2005
- Guerrand R.H, Moissinac C., *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*, éd. La découverte, 2005
- Guerand R H., Rupp M.A, *Brève histoire du service social*, éd. Privat, 1976
- Le Bouffant C., Guelamine F., *Guide de l'assistante sociale*, éd. Dunod, 2^{ème} éd., 2005,
- Perrot G., Fournier O., Salomon GM., *L'intervention clinique en service social. Les savoirs fondateurs (1920-1965)*, éd. ENSP, coll. Politiques et interventions sociales, 2006
- Rater-Garcette C., *La professionnalisation du travail social*, l'Harmattan, Clamecy, 1996.
- Valls-Lacroix M.N, *Praticiens du secteur sanitaire et social, qui êtes-vous ?*, Les Editions ouvrières, coll. Portes ouvertes, Paris, 1989

Revue

- *La revue française des affaires sociales*, La documentation française, n°4, oct. /déc. 2004
- *Revue Urbanisme*, numéro 341
- *Vie sociale*, n°9/10 de sept/oct. 1991, Cedias, Paris
- *Revue Française de service social*, 2^oet 3^o trimestre 1994, ANAS
- *Revue de l'ANAS*, coll. Droit social, fascicule9 XXXIV, février 1949
- *Sciences Humaines*, n° 159, avril 2005

Séminaires / Colloques

- Aballéa F., « La dynamique des groupes professionnels dans le domaine du social », Séminaire 3, *Transformations sociales, modernité et travail social*, Master de recherche en travail social, CNAM, Paris, intervention du 17/12/05
- Bec C., « La politique d'assistance dans le système de protection sociale français », Séminaire 2 *Travail social, politiques sociales, question sociale*, Master de recherche en travail social, CNAM, Paris intervention du 19/11/04
- Chauvière M., « Social familial et travail du social », Séminaire 3, *Transformations sociales, modernité et travail social*, Master de recherche en travail social, CNAM, Paris, le 07/01/05.

Mémoire

- Protto B., *Polyvalence ou territorialité : une question d'organisation pour les assistants sociaux*, mémoire de DEA en travail social, Chaire de travail social, CNAM, Paris, oct. 2004

- Teychené Y, Les politiques d'insertion : facteur de mutation des pratiques professionnelles des Assistants Sociaux de polyvalence de secteur, Master de recherche en travail social, Chaire de travail social, CNAM, Paris 2006.

Rapports

- *L'intervention sociale un travail de proximité*, Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, rapport annuel 2005, IGAS, Paris 2006.

Sites Internet

- www.urbanisme.fr/numero/341, revue Urbanisme n°341, s.d.

- <http://asirts.canalblog.com/archives/biographies/index.html>

- www.lien-social.com n°708

- www.iut.univ-lille3.fr/gracc/tableronde4

Livres, articles, revues

GARDET Mathias, VILBROD Alain 2008 *L'éducation spécialisée en Bretagne 1944 – 1984 : les coordinations bretonnes pour l'enfance et l'adolescence inadaptées* Rennes Presses Universitaires de Rennes

Focalisant leur ouvrage sur l'histoire des ARSEA en Bretagne (qui deviendront plus tard CREAD), A. VILBROD et M. GARDET, chacun connus pour leurs travaux antérieurs sur divers aspects de l'histoire du travail social, traitent de quarante ans d'histoire de l'éducation spécialisée en Bretagne. Analysant les liens entre les différents acteurs régionaux et nationaux, les auteurs montrent comment le secteur de l'éducation spécialisé a été vertébré par les ARSEA.

FROUARD Hélène 2008 *Du coron au HLM. Patronat et logement social (1894 – 1953)* Rennes Presses Universitaires de Rennes Coll. Art et Société

Il y a un siècle, la République inventait le logement social. Dans un livre récent, Hélène FROUARD revisite l'histoire du logement social de la fin du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e. L'auteur met l'accent sur le rôle joué par le patronat français dans cette histoire. Des sordides baraquements pour célibataires aux étroits logements pour les familles ouvrières, aux maisons plus confortables pour les contremaîtres et aux villas pour les ingénieurs et cadres, les patrons ont massivement investi dans le logement de leurs salariés. Les industriels possédaient plus de 300.000 logements ouvriers dans les années 1930. Sur la base de ces logements se sont construites les différentes politiques sociales patronales, marquées par l'idéologie paternaliste.

MOHAMED Marwan MUCCHIELLI Laurent 2007 *Les bandes de jeunes. Des blousons noirs à nos jours* » Paris La Découverte Coll. Recherches

Les actes d'un colloque sur « les blousons noirs », organisé par le CESDIP et le CNFE-PJM le 10 juin 2006 à Juvisy sur Orge, viennent d'être publiés. Regroupant les communications d'une vingtaine de sociologues, ethnologues et historiens, ce livre présente plusieurs éclairages sur les bandes de jeunes dans les cinquante dernières années du XXe siècle, traitant aussi bien de la France que d'autres pays.

FRY Varian 2008 *Livrer sur demande... Quand les artistes, les dissidents et les juifs fuyaient les nazis (Marseille 1940 – 1941)* Marseille Editions Agone Coll. Mémoires Sociales

Réédition, revue et augmentée, du livre paru en 1991 sous le titre « *La liste noire* », les mémoires de Varian FRY viennent d'être publiés par les éditions marseillaises AGONE. Varian FRY était un journaliste américain, débarquant à Marseille en août 1940 chargé d'une mission par l'Emergency Rescue Committee (ERC), organisme créé peu avant à New York pour venir en aide aux écrivains, poètes, artistes, journalistes antinazis menacés par la police de Vichy. D'août 1940 à septembre 1941, avec peu de moyens, avec l'aide de divers réseaux Varian FRY multiplia les actions pour aider à fuir non seulement les personnes célèbres (écrivains, peintres, artistes) mais aussi des juifs anonymes. Munis de papiers, vrais ou faux, près de 2 000 personnes purent fuir aux Etats-Unis via des filières passant par le Portugal ou les Antilles.

Une exposition à Paris (Halle Saint Pierre 2 rue Ronsard 75018 Paris) a accompagné la sortie de ce livre : « *Varian FRY, Marseille 1940 – 1941 et les artistes candidats à l'exil* ».

S'ajoutant à d'autres ouvrages, ce livre témoigne de la place stratégique qu'a occupé Marseille, avant l'occupation de la « zone libre », dans l'organisation de la fuite et de la protection des personnes (dont des enfants) menacés par Vichy et les nazis. Un travail historique sur le sujet, rappelant entre autres le rôle de l'O.S.E. (Œuvre de Secours aux Enfants), du S.S.A.E. (Service Sociale d'Aide aux Emigrants), serait de la plus grande utilité et pourrait montrer, entre autres, le rôle des assistantes sociales et des services sociaux dans ces actions.

MENCHERINI Robert (sous la direction) 2008 *Provence – Auschwitz. De l'internement des étrangers à la déportation des juifs 1939 – 1944* Aix en Provence Publications de l'Université de Provence coll. Le temps de l'histoire

Publié sous la direction de Robert MENCHERINI, un livre rassemble recherches et témoignages sur les internements et les déportations touchant les étrangers et les juifs français et étrangers en Provence durant les années 1939 – 1944. Le livre est divisé en trois parties. La première, intitulée « *la galaxie des Milles* », traite des camps d'internements dans la région. La deuxième, intitulée « *le temps des rafles et des déportations à Marseille témoignages et documents* », contient des témoignages, rassemblés par Suzette HAZAN, sur les rafles à Marseille en 1943 et 1944 ainsi qu'un chapitre sur la maison de la Verdière à la Rose. La troisième partie traite des événements ayant affecté d'autres zones de la région : « *la Provence alpine dans la tourmente des persécutions et des rafles* »

BESSE Laurent 2008 *Les M.J.C. De l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes 1959-1981* Rennes Presses Universitaires de Rennes

Un livre, récemment publié, retrace l'histoire d'une institution souvent évoquée mais peu connue : les maisons des jeunes et de la culture. Cette histoire débute à leur apogée, à la fin des années 1950, lorsque la médiatisation du phénomène blousons noirs favorise une mobilisation en faveur des M.J.C. et se termine en 1981 quand les banlieues s'embrassent ce qui, de fait, mettra fin à ce type d'institution.

BASAGLIA Franco 2007 *Psychiatrie et démocratie* Ramonville Editions Erès Coll. Maison jaune 224 p.

Fondateur de la psychiatrie « alternative », le psychiatre italien Franco BASAGLIA (1924-1980) a été une référence mondialement reconnue pour toute une génération de psychiatre et de travailleurs sociaux qui ont cherché des alternatives à l'enfermement des malades mentaux. C'est sous son influence que fut décidée, en Italie, la fermeture des hôpitaux psychiatriques. Dans un ouvrage, paru peu avant sa mort et récemment traduit en français, BASAGLIA traite de cet événement, précise que le problème fondamental n'est pas tant les hôpitaux psychiatriques que la médicalisation de la maladie mentale. Bien que situé historiquement, ce livre traite de questions qui sont toujours d'actualité.

AUDIER Serge 2007 *Léon BOURGEOIS : fonder la solidarité* Paris Ed. Michalon 122 p.

Figure centrale du Parti Radical qui dominait la vie politique française avant la première guerre mondiale, Léon BOURGEOIS fut aussi un philosophe dont la doctrine influença un des courants fondateurs du travail social, le courant laïque. S'opposant à la fois aux courants socialistes et anarchistes et au catholicisme social, Léon BOURGEOIS fut l'inspirateur du futur système de protection sociale.

DE LUCA Virginie (sous la direction) 2008 *Pour la famille avec les familles. Des associations se mobilisent (France 1880 – 1950)* Paris L'Harmattan Coll. Logiques sociales

A partir des communications à une table ronde, Virginie DE LUCA a donné pour objectif à un livre récemment publié de présenter l'engagement associatif envers les familles. Il rend compte des différentes formes d'engagement et d'action collective auprès des familles dans la première moitié du XX^e siècle.

BOISMORAND Pierre (textes choisis et présentés par) 2008 *Magda et André TROCME Figures de résistance* Paris Editions du Cerf Coll. L'histoire à vif 398 p.

Connu pour l'organisation de l'accueil et le sauvetage de nombreux enfants juifs pendant la seconde guerre mondiale, le pasteur André TROCME et son épouse Magda furent de tous les combats solidaires de l'après 1945. Ils s'engagèrent pour la réconciliation des nations européennes, pour la reconnaissance de l'objection de conscience et contre la militarisation du nucléaire, pour l'indépendance et le développement des pays du Tiers Monde. Un livre récent, coordonné par Pierre BOISMORAND, présente une sélection de leurs écrits, très divers : lettres, prédications, manifestes, textes autobiographiques.

MORNET Joseph 2007 *Psychothérapie institutionnelle. Histoire et actualité* Paris éd. Champ Social 184 p.

Prenant son essor après la deuxième guerre mondiale, la psychothérapie institutionnelle a été un mouvement théorique puisant, selon l'auteur, chez Marx et Sartre, avec des relations parfois conflictuelles avec la psychanalyse. Mais, surtout, elle a été une pratique thérapeutique, associant plusieurs acteurs sociaux et sanitaires, pratique qui a fortement marqué les modalités de prise en charge des malades mentaux. Cette approche de la folie a également influencé l'organisation de la psychiatrie en développant une politique d'ouverture de l'hôpital vers le secteur.

KNIBIEHLER Yvonne 2008 *Histoire des infirmières En France au XX^e siècle* Paris Hachette Littératures Coll. Pluriel

Le livre d'Yvonne KNIBIEHLER sur l'histoire des infirmières vient d'être réédité, dans une version revue et corrigée par rapport à la première édition (1984). De ce fait il introduit notamment des données sur l'évolution récente de la profession. Cette histoire des infirmières intéresse au plus au point l'histoire du travail social : infirmières et travailleuses sociales se sont développées dans la même période de la fin du XIX^e siècle à nos jours. De plus leurs histoires ne se sont pas déroulées en parallèle, elles se sont croisées, mêlées. En témoigne, entre autres, le chapitre 4 de ce livre, consacré à l'hygiène sociale, retraçant l'histoire des infirmières visiteuses, profession qui est aussi l'une des origines des assistantes sociales. De plus, comme l'on pouvait s'y attendre de la part d'Y. KNIBIEHLER cette histoire des infirmières est fortement liée à l'histoire des femmes.

ALUNNI Dominique LOBRY Jean 2008 *Culture ouvrière, éducation permanente et formation professionnelle. L'histoire méconnue du centre de culture ouvrière* Paris L'Harmattan Coll. Travail du social

Issue des mouvements familiaux catholiques, le Centre de Culture Ouvrière se développe comme centre de formation permanente et comme structure d'intervention dans les champs de l'éducation populaire et de l'intervention sociale. Un livre récent présente des éléments de l'histoire de cette association.

APPELL Geneviève DAVID Myriam 2008 *Lòczy ou le maternage insolite* Ramonville Ed. Eres Coll. Mille et un bébés

Vient d'être réédité l'ouvrage de M. DAVID et G. APPELL sur LÒCZY paru en 1973 aux éditions du Scarabée. Cet ouvrage est devenu un classique pour tous ceux qui s'intéressent à l'éducation des jeunes enfants. S'il se proposait initialement d'être seulement un témoignage sur une expérience intéressante, il a été le point de départ de toute une éclosion d'activités (séminaires, débats, journées scientifiques, formation, coopération franco-hongroise...). Les propositions de LÒCZY bouscullaient les idées et les modes de faire habituels avec les bébés. Elles ont soulevé de nombreux questionnements et de fortes résistances mais elles ont généré un renouveau dans les réflexions et les pratiques éducatives, de soin. Elles ont aussi entraîné des changements de perspective au niveau des fonctionnements institutionnels des pouponnières, crèches, services hospitaliers et autres lieux d'accueil de la petite enfance. Les auteurs de ce livre, M. DAVID (1917-2004) pédopsychiatre et G. APPELL, psychologue, ont eu une importante activité de formation auprès des travailleurs sociaux, notamment dans

les formations post-diplômes d'Etat comme la formation au « case work » pour les assistantes sociales.

BRUNET Guy 2008 *Aux marges de la famille et de la société. Filles mères et enfants assistés à Lyon au XIXe siècle* Paris L'Harmattan Coll. Villes, histoire, culture, société

Les enfants abandonnés et les enfants assistés ont marqué par leur présence et par leur nombre les sociétés urbaines du XIX^e siècle. Parmi les femmes qui leur ont donné naissance, les « filles mères » sont encore assez mal connues. L'auteur s'est proposé de suivre ces « filles mères » et leurs enfants, à travers les étapes marquantes de leur vie. Lyon a été un terrain privilégié pour cette recherche : peuplée de 300 000 habitants sous le second empire, deuxième ville du pays, elle compte parmi ses habitants une population ouvrière remuante.

Histoire et Sociétés n° 25 – 26 2008

Cette « revue européenne d'histoire sociale » consacre le dossier de son premier numéro de l'année à un thème d'une brûlante actualité aussi bien en France que dans les autres pays de l'Union Européenne : « *Jeunesse déviante et justice, XIX^e – XX^e siècles (Europe, Amérique, Russie)* ». Dans ce dossier sont rassemblés des articles traitant de l'évolution des politiques judiciaires concernant les jeunes (par David NIGET), des tribunaux pour jeunes délinquants à Montréal (par Tamara MYERS), des conflits entre assistance publique et justice en France (par Pascale QUINCY-LEFEBVRE), du traitement de la délinquance juvénile en Russie et en URSS (par Dorena CAROLI) et de la colonie agricole de Mettray (par Eric PIERRE). Complètent ce dossier d'abondants documents iconographiques sur les colonies pénitentiaires en France, sur les enfants abandonnés (Rouen) et sur la protection de l'enfance en URSS. Dans sa rubrique « biographie et groupe social » le même thème est poursuivi avec un article sur « les délégués à la protection de l'enfance en Belgique ».

Dans ce même numéro la rubrique « Histoire sociale, recherche & engagements » publie plusieurs articles sur la réforme de l'Université et de la Recherche en France.

DELAUNAY Bertrand « La formation initiale en service social, une instance de professionnalisation » *Vie Sociale* n° 4 / 2007 CEDIAS Paris

Dans un article de la revue *Vie Sociale*, le sociologue Bertrand DELAUNAY retrace les principales étapes de la formation initiale des assistantes sociales, de la création des écoles avant 1914 à la réforme du DEAS de 2004. Dans ce panorama de la formation, il montre les liens entre professionnalisation et formation ainsi que la construction d'une identité professionnelle par un contrôle des professionnels sur la formation et son évolution.

PHILIPPE Claudine 2007 « Le conseil conjugal et familial. Une profession à la recherche de reconnaissance et d'unité » *Recherches et Prévisions* n° 89 septembre 2007 pp. 64 - 71

Dans cet article, publié par la revue de la CNAF *Recherches et Prévisions*, la sociologue Claudine PHILIPPE brosse un panorama de la profession de conseil conjugal et familial. Dans l'historique de la profession, elle montre ses origines confessionnelles avec l'Association du Mariage Chrétien de l'Abbé VIOLET et le Centre de Liaison des équipes de recherches (CLER) ainsi que sa filiation avec le Mouvement Français pour le planning familiale qui ouvre son premier centre de consultation à Grenoble en juin 1961. La même année sera créée l'Association Française des centres de consultation conjugales (AFCCC) qui sera un des vecteurs de la professionnalisation des conseillers conjugaux.

VARINI Eléonore 2007 « Les associations professionnelles de travailleurs sociaux. Une galaxie éclatée » *ASH Magazine* Novembre / Décembre 2007 pp. 48 – 51

Dans son magazine du dernier trimestre 2007, ASH publie un article sur les associations professionnelles de travailleurs sociaux. Quelques éléments historiques sont cités à propos de plusieurs associations, dont l'Association des Travailleuses Sociales (ATS) fondée en 1922 et des associations liés à des professions particulières tels que les assistants sociaux (ANAS), les éducateurs spécialisés (ANEJI), les éducateurs de jeunes enfants (FNEJE) et d'autres encore.

De l'invalidé au citoyen

Sous ce titre, *ASH Magazine* (n° 27 mai juin 2008) publie un article sur la prise en charge des personnes handicapées de la première législation concernant les accidents du travail (loi du 9 avril 1898) à l'actuelle conférence nationale des handicapés, en passant par les emplois réservés des mutilés de la guerre de 1914-1918 et la loi d'orientation du 30 juin 1975.

Du côté des associations histoire

APREHTS

Au cours de ce premier semestre 2008, l'APREHTS, outre la poursuite de ses activités de recherche, a participé à quatre journées d'étude :

- Le lundi 21 janvier à Paris, dans le cadre des journées du Réseau Histoire du Travail Social, Henri PASCAL a présenté une communication sur « *La construction de l'identité professionnelle des assistantes sociales. L'ANAS 1944 – 1950* ».
- Le mercredi 21 mai à Aix en Provence, Paul ALLARD et Christine THIRIET ont présenté une communication, sur « *la lutte contre l'exclusion : l'aide aux mères algériennes d'enfants français de 1988 à 1995* », à la journée d'étude de l'UMR TELEMME. Cette journée d'étude avait pour thème : « *Les femmes dans le champ économique et social du Moyen Age à nos jours : tradition ou innovation* ». Il reste à écrire cette communication pour la publication du livre rendant compte de cette journée.
- Le jeudi 22 mai, Henri PASCAL a donné une conférence sur « *L'alternance, colonne vertébrale des formations en travail social* » à la journée d'étude des formateurs de stage organisée par l'IRTS Poitou Charentes à Poitiers.
- Le lundi 26 mai après midi, Henri PASCAL a présenté une conférence sur « *De l'éducation populaire à l'intervention sociale 1978 – 2008* » à la journée consacrée aux travailleurs sociaux dans le cadre de la semaine de fête du trentième anniversaire de la Maison des Familles et des Associations (Marseille 14^e) ; un large débat, auquel a participé D. BROCVIELLE, a suivi la conférence et a permis des échanges entre travailleurs sociaux de plusieurs générations.

-
Le 27 juin s'est tenue l'assemblée générale de l'association au cours de laquelle a présenté le rapport d'activité de l'année 2007, rapport que nous reproduisons ci-dessous.

« Rapport d'activité 2007 :

1. Activités de recherche

Le groupe de travail sur le placement des pupilles, lancé en janvier 2007, n'a pas eu de suite pour l'instant. La perspective n'est pas abandonnée pour autant.

La recherche sur les centres sociaux dans les Bouches du Rhône a fonctionné au ralenti. Un contact a été établi avec Martine MATHIEU (qui fut un temps présidente de la Fédération). Des rencontres avec Colette DUBOIS sur l'histoire du centre social de La Gavotte ont eu lieu et un entretien avec Séverin MONTARELLO a été enregistré en mars 2007.

Des entretiens ont également eu lieu avec Jacques PERRIN (sur le christianisme social et sur Culture et Promotion) et le père SAMSON (sur les secrétariats sociaux en Algérie).

Annie DEPARDON poursuit les recherches sur Madame GAUTIER-GONDRAN et Art et Charité ; un article est en préparation avec Paul ALLARD à la suite de la journée d'étude de « Femmes Méditerranée ».

Par ailleurs Henri PASCAL poursuit son travail de recherche sur l'ANAS (1944-1950) et a intégré le groupe de travail (mis en place par le Réseau Histoire du Travail Social) sur l'histoire des associations professionnelles. D'autre part il a entrepris une recherche sur l'histoire des interventions collectives en France dans la perspective de la publication d'un livre collectif sur l'I.S.I.C. (intervention sociale d'intérêt collectif).

2. Publications

Deux numéros de « *Les temps du social* » ont été publiés au cours de l'année :

- le n° 7 avec un dossier sur « Les fondements de l'économie sociale et familiale. De l'enseignement ménager à la conseillère ménagère » par Corinne TICHIT
- le n° 8 avec un dossier sur « L'Assistante Sociale au cœur de l'équipe pluridisciplinaire...Les « dix glorieuses » des actions médico-sociale ? » par André HEINRICH

De plus Henri PASCAL a publié un chapitre (chap. 1) sur « L'évolution de la méthodologie de service social en France » dans le livre de Cristina DE ROBERTIS 2007 *Méthodologie de l'intervention en travail social* » Paris Bayard 399 p.

3. Conférence

Une conférence de Martine SEVEGRAND, historienne, a été organisée le mardi 5 juin 2007 à 17 h 30 dans les locaux de la Faculté Saint Charles. Le thème de cette conférence était : « Temps Présent, une aventure chrétienne »

4. Participation à colloque, journées d'étude

Le Conseil Régional a envoyé à l'association une invitation à la réunion, le jeudi 22 février, sur les formations sanitaires et sociales dont le thème est « Lancement du schéma régional des formations sanitaires et sociales ». Cette invitation a été très positive car elle vaut reconnaissance, par le Conseil Régional, de l'APREHTS dans le champ travail social. L'APREHTS a été représenté à cette réunion par J. FELICIAN.

5. Fonctionnement

Les réunions de travail se sont déroulées régulièrement une fois par mois à la Cité des Associations (93 La Canebière à Marseille) ; le compte rendu de chacune de ces réunions, complété par des informations sur les publications et manifestations concernant l'histoire du travail social, a été envoyé à chaque adhérent de l'APREHTS. Quant à l'assemblée générale elle s'est tenue le vendredi 1^{er} juillet 2007 à 18 heures. »

RHTS

Le RHTS a organisé, au cours du premier semestre 2008, deux journées d'études. La matinée de la première, le 21 janvier 2008, a été consacrée à la communication de Henri PASCAL : « *La construction de l'identité professionnelle des assistantes sociales. L'ANAS 1944 – 1950* ». La matinée de la seconde, le 26 mai 2008, a été consacré à la communication de Samuel BOUSSION : « *Histoire de l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés)* ». Le groupe de travail sur les associations professionnelles en travail social a occupé l'après midi de ces deux journées.

Réseau Histoire du Travail Social CEDIAS 5 rue Las Cases 75007 Paris

AHES-PJM

Le numéro 46 de « *Pour l'Histoire* » consacre l'essentiel de ses pages au centre de recherche sur l'Education Surveillée, créé en 1958. Les deux membres fondateurs de ce centre, Andrée ALGAN et Yves CHIROL, apportent leur témoignage ainsi que Vincent PEYRE qui a rejoint le centre en 1960. Dans ce même numéro débute la publication des sommaires de la revue du centre « *Les Annales de Vaucresson* » qui a commencé à paraître en 1963. Présentation de livres, notes de lecture et informations sur la vie de l'association complètent ce numéro. Le numéro 47 poursuit la publication des sommaires des *Annales de Vaucresson* de 1967 à 1975 et publie un long article sur « Cheilly-la Rue La prise en charge des jeunes filles par la Communauté Notre Dame de la Charité de 1907 à 1977 ».

L'assemblée générale de l'Association pour l'Histoire de l'Education Surveillée et de la Protection Judiciaire des Mineurs (AHES-PJM) s'est tenu le 17 juin dans les locaux de l'ENPJJ (Ecole Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse) à Vaucresson

Du fait du transfert de l'ENPJJ de Garches à Roubaix, l'AHES-PJM a une nouvelle adresse :
AHES PJM Ferme de Champagne Rue des Palombes BP 119 91605 SAVIGNY / ORGE

CNAHES

Deux numéros de *La lettre* du CNAHES ont été publiés dans ce semestre. Celui de février 2008 (n° 28) publie le compte rendu d'une « escale archivistique à Recherches et Promotion (Lyon juillet – septembre 2007) » par Sylvain CID ainsi que le compte rendu de la soutenance de la thèse de Samuel BOUSSION « *Les éducateurs spécialisés et leur association professionnelle : l'ANEJI de 1947 à 1967. Naissance et construction d'une profession sociale* ». Celui d'avril 2008 (n° 29) poursuit la publication des « pérégrinations d'un archiviste de terrain » de Sylvain CID cette fois ci dans les archives du Prado Rhône Alpes. Dans ce même numéro un article d'André HEINRICH sur la participation de l'ANEJI et de

l'AIEJI à la création et au développement de l'Association Marocaine des Educateurs (AMEJI) de 1951 à 1967.

Par ailleurs, le CNAHES Rhône Alpes a organisé, le vendredi 14 mars 2008, une journée régionale d'étude, sur le thème « *Mémoire. Archives. Histoire. Transmissions* » à l'Institut du travail social de Caluire

A la suite de son assemblée générale (le 12 juin à Nancy) le CNAHES a organisé les 12 et 13 juin, dans les locaux de l'IRTS de Lorraine (Nancy), des journées d'étude sur le thème : « *La rééducation des filles XIX^e – XX^e siècles* ».

CNAHES 63 rue Croulebarbe 75013 Paris

Mémoires Vives Centres sociaux

A l'occasion du vingtième anniversaire de la fédération de l'Aisne, l'assemblée générale de l'association « Mémoires vives Centres sociaux » s'est tenue le vendredi 23 mai après midi au centre social Neuville à Saint Quentin. Le rapport d'activité présente les principaux chantiers de l'association :

- travail avec les fédérations pour la préservation des archives et pour favoriser les travaux de recherche sur l'émergence des fédérations
- histoire des centres sociaux d'Algérie
- publication des recherches sur l'histoire des centres sociaux.

Le rapport d'orientation a été construit sur le thème « comment, dans un centre social, utiliser le passé de ce lieu ? ».

En lien avec le vingtième anniversaire de la Fédération des Centres Sociaux de l'Aisne Jacques ELOY a présenté, le 24 mai matin, une communication sur « *les centres sociaux dans le développement des grands ensembles dans les années 1960* » ; l'après midi de cette même journée a été consacré à une visite du familistère de Guise.

Mémoires vives centres sociaux 10 rue Montcalm 75018 Paris

Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social

Notre adresse : La Cité des Associations Notre courriel :

Boîte aux lettres 192

aprehts@wanadoo.fr

93 La Canebière

13233 Marseille cedex 20